



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 15/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Syndicat Centre Hérault

Route de Canet
34800 Aspiran

Références : 2024-113
Code AIOT : 0018300581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement Syndicat Centre Hérault implanté Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Centre Hérault
- Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont
- Code AIOT : 0018300581

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Soumont est exploitée depuis 1987, d'abord par le SICTOM du Lodévois puis depuis 1999 par le Syndicat Centre Hérault (SCH). Le site accueille les ordures ménagères résiduelles et les autres déchets ultimes acheminés depuis le centre de tri de la SPL OEKOMED à Saint-Thibéry. L'exploitation du site est exercée sous couvert de l'autorisation de l'arrêté préfectoral n° 2022-12-DRCL-0523 du 30 décembre 2022. Les capacités maximales annuelles de stockage des déchets autorisées sont dégressives, de 36 000 tonnes en 2022 à 14 000 tonnes par an en 2031 correspondant à la date de fin d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	Stabilité du stockage et des ouvrages associés	AP Complémentaire du 30/12/2022, article 8.1.7	Sans objet
3	Couverture et fin d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 8.1.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a mis en évidence aucun écart de conformité sur les prescriptions contrôlées.

Toutefois, eu égard aux conclusions de l'étude de stabilité de la digue situé en partie sud, l'exploitant devra justifier, de la mise en place du piézomètre complémentaire sur le versant de la rive gauche et fournir toutes les informations relatives à cet ouvrage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne d'analyses
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon

les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées :	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté :
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

Constats :

L'exploitant a fourni les 3 rapports correspondants aux analyses réalisées sur les rejets aqueux (lixiviats après traitement et eaux pluviales) les 25/10/2023, 30/11/2023 et 19/12/2023. L'ensemble des résultats ont été saisis sur l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stabilité du stockage et des ouvrages associés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/12/2022, article 8.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité de la digue principale

Prescription contrôlée :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :

- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les résultats d'une campagne d'essais de cisaillement complémentaires sur les matériaux du remblai pour consolider la connaissance du matériau, améliorer la confiance dans le modèle, puis actualiser le calcul de la stabilité du remblai.
- dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté une mise à jour des notes de calcul de stabilité en recalant les hypothèses piézométriques sur l'analyse des niveaux piézométriques observés sur une période d'au moins 2 ans et avec des cumuls pluviométriques significatifs (et sur des durées courtes) sur le bassin versant.

Constats :

L'ensemble de la zone de stockage est maintenu par une digue de 15,6 m situé en partie sud, afin de barrer le talweg. La stabilité géotechnique de cet ouvrage a été confirmée lors des études fournies par le dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial de 2007.

<p>L'exploitant a transmis le 10 juillet 2024, un rapport daté du 08/04/2024 de la société ISL ingénierie.</p> <p>Ce rapport met à jour les calculs de stabilité de la digue, sur la base des essais de cisaillement complémentaires, réalisés en 2023 et en ajustant les hypothèses des études précédentes. Ces études avaient été menées à partir des données issues des analyses des piézomètres déjà en place et ceux des piézomètres complémentaires mis en œuvre en crête de digue en mai 2022, afin de vérifier notamment l'efficacité de la gestion des eaux.</p> <p>Les conclusions du rapport indiquent que le suivi mis en œuvre, a permis d'améliorer la connaissance du fonctionnement hydraulique interne de la digue. Il a été confirmé que les déformations de la digue, précédemment constatées, ont eu comme origine le remplissage du casier aval jusqu'en 2017. L'installation de 5 repères de déplacement en béton a permis de constater l'absence de déplacements significatifs depuis 2019. Les constats visuels sur le site lors de la visite d'inspection confirment cette stabilité.</p> <p>Les recommandations de l'étude fournie sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • poursuivre le suivi des repères, inclinomètre et piézomètres avec la même fréquence de relevé, • faire analyser régulièrement (tous les 5 ans au plus) les données d'auscultation, • installer un piézomètre complémentaire sur le versant de rive gauche. <p>L'exploitant a précisé dans le courrier d'accompagnement transmettant le rapport que l'ensemble des suivis sera poursuivi dans le temps. Aucune précision n'a été apportée sur la mise en place du piézomètre complémentaire sur le versant de rive gauche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier, conformément aux conclusions de l'étude de stabilité de la digue, de la mise en place du piézomètre complémentaire sur le versant de rive gauche et fournir toutes les informations relatives à cet ouvrage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Couverture et fin d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 8.1.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Casiers aval et ouest</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une couche d'étanchéité ; - une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ; - une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre. <p>Les dispositions de cet article peuvent être adaptées par le préfet sur demande de l'exploitant, sous réserve que les dispositions constructives prévues garantissent une efficacité équivalente à celle qui résulte de la mise en œuvre des prescriptions de cet article.</p> <p>En tout état de cause, la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement est supérieure à 0,8 mètre.</p> <p>Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et</p>

un mémoire descriptif des travaux réalisés.

Constats :

La couverture du casier aval et des alvéoles 7 et 8 du casier ouest en cours d'exploitation a été constaté visuellement lors de la visite d'inspection.

Par courrier du 10 juillet 2024, l'exploitant a transmis le dossier confirmant l'exécution des travaux qui ont démarré en août 2023 et se sont terminés en janvier 2024. Le dossier transmis comporte les éléments suivants : La description des travaux réalisés, le rapport de contrôle visuel de conformité de la bâche et des soudures assuré par Bureau Veritas, un plan de récolement topographique des travaux en plan et en coupe permettant de vérifier les épaisseurs de couverture, un dossier de récolement des travaux d'étanchéité par géomembrane des casiers.

La couverture est assurée par :

- sur les flancs du casier aval :
 - une couche d'étanchéité correspondant à la formation argileuse en place (90 cm à 1.10^{-6} m/s),
 - une couche de drainage des eaux via la mise en œuvre d'un géotextile drainant,
 - une géogrille accroche terre qui assure la stabilité de la couche de revêtement sur les secteurs le nécessitant,
 - une couche de terre de revêtement de 80 cm, composée de la formation limoneuse en place et de terres végétalisables,
 - la végétalisation de la couverture par un mélange d'espèces herbacées locales.
- sur la partie sommitale du casier aval :
 - une couche de saupoudrage des déchets en place,
 - une couche composée d'une géomembrane PEHD 1.5 mm,
 - un géotextile drainant,
 - une couche de revêtement de 80 cm constitué de 30 cm de terres végétalisables,
 - un mélange d'espèces herbacées locales.
- Sur les flancs des alvéoles 7 et 8 qui ne sont plus exploitées du casier ouest :
 - la couverture provisoire déjà en place ;
 - une géomembrane PEHD 1,5 mm ;
 - un géotextile drainant ;
 - une géogrille accroche terre sur les secteurs le nécessitant ;
 - une couche de revêtement de 80 cm constitué de 30 cm de terres végétalisables ;
 - un mélange d'espèces herbacées locales.

Il est précisé que la partie supérieure des alvéoles, actuellement recouverte d'une couverture provisoire (couche dite minimale de quelques dizaines de centimètres d'épaisseur) fera l'objet d'un réaménagement ultérieur une fois la côte de réaménagement des déchets atteinte.

Le dossier atteste de la conformité des couvertures aux prescriptions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et en particulier d'une épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement supérieures à 0,8 m.

Type de suites proposées : Sans suite